

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UN TOAST OFFERT  
PAR L'HONORABLE ALLAN J. MACEachEN,  
VICE-PREMIER MINISTRE ET  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
À L'OCCASION DE LA VISITE  
À OTTAWA DU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DE COLOMBIE,  
S.E. RODRIGO LLOREDA CAICEDO

LE 20 FÉVRIER 1984

Je suis très heureux de vous souhaiter la bienvenue au Canada, docteur Lloreda. Votre séjour dans notre capitale et la reprise des discussions qu'il a permise sur les questions intéressant nos deux pays ont contribué à tisser des liens encore plus étroits entre le Canada et la Colombie. Pendant trop longtemps, le Canada et la Colombie ont négligé les nombreuses possibilités de coopération qui s'offraient à eux. Plus récemment, toutefois, les menaces qui ont pesé sur la paix et la stabilité dans les Caraïbes et en Amérique centrale, ainsi que notre adhésion commune à l'initiative du bassin des Caraïbes et à la Banque de développement des Caraïbes nous ont amenés à nous intéresser beaucoup plus l'un à l'autre et au développement politique, économique et social de toute la région. Il est impératif que nous nous consultations plus fréquemment.

Je suis heureux de constater que nos deux pays concrétisent maintenant quelques-unes de ces possibilités. A cet égard, les échanges commerciaux entre le Canada et la Colombie, qui ont doublé depuis cinq ans, en témoignent. Cette situation s'explique en partie par la complémentarité de nos économies et les similarités de nos priorités en matière de développement dans des secteurs comme les mines, l'hydro-électricité et les communications dans des régions d'accès difficile. Mon collègue, Jean Luc Pepin, ministre des Relations extérieures, a annoncé, lors de sa récente visite en Colombie, l'octroi d'un crédit financier concessionnel de \$30 millions afin de faciliter l'accès en Colombie de biens d'équipement dans les domaines de l'énergie, du transport et des communications. Le Canada a organisé une exposition sur le transfert des technologies en Colombie en 1982; celle-ci a obtenu un tel succès que nous préparons actuellement une deuxième exposition qui aura lieu en mai de cette année dans la ville de Medellin. En l'honneur du 15e anniversaire du Pacte andin, nous avons invité plus de 200 hommes d'affaires de la région des Andes à y participer.

Le docteur Lloreda et moi-même avons signé plus tôt aujourd'hui un accord de prêt pour une ligne de crédit d'une valeur de 10 millions de dollars devant aider de petites et moyennes entreprises colombiennes à augmenter leur productivité par l'achat d'équipement canadien dans les domaines de la foresterie et de l'agriculture.

Nos ministres de l'Agriculture ont également recensé des possibilités de coopération dans les domaines de l'agriculture, et nous ne faisons que commencer à cerner d'autres secteurs de collaboration qui serviront nos intérêts mutuels.

Nous avons également mis en marche un processus tout aussi important de consultation sur des questions politiques. Votre visite à Ottawa aujourd'hui s'inscrit dans ce processus de consultation que nous avons tous deux commencé à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il s'est poursuivi avec la visite de mon collègue, le ministre des Relations extérieures, à Bogota en novembre dernier.

Il est particulièrement opportun de pouvoir discuter de la crise qui sévit en Amérique centrale avec le ministre des Affaires étrangères d'un pays membre du groupe de Contadora. L'opinion publique canadienne s'intéresse de plus en plus à la situation en Amérique centrale. Les Canadiens ont d'ailleurs de bonnes raisons de s'y intéresser et de s'en inquiéter. La géographie en est une. En effet, cette région est le théâtre le plus rapproché de nous où l'instabilité se double d'un affrontement entre l'Est et l'Ouest. Nous avons été consternés et continuerons de l'être par les violations des droits de la personne qui s'y produisent, surtout au Salvador et au Guatemala. Le développement économique de cette région nous paraît essentiel si l'on veut s'attaquer aux causes profondes d'un si grand nombre de problèmes auxquels se heurte l'Amérique centrale.

Vous ne serez pas surpris d'apprendre que le public canadien a une opinion partagée sur l'Amérique centrale. Pour cette raison, il pourrait être utile que je réaffirme brièvement la position du gouvernement vis-à-vis de cette partie du monde.

A notre avis, toute solution valable et durable aux problèmes de l'Amérique centrale doit venir de l'Amérique centrale. C'est pourquoi nous croyons que le groupe de Contadora, qui collabore activement avec les cinq pays de l'Amérique centrale, est le mieux placé pour trouver une solution. Nous avons été impressionnés par les efforts notables qui ont été faits par ce groupe et par les pays d'Amérique centrale pour établir un cadre de réconciliation. La réunion du Groupe à Panama le mois dernier a commémoré le premier anniversaire de cette initiative qui a permis d'accomplir des progrès remarquables en vue d'aplanir des différences politiques apparemment insurmontables.

J'aimerais féliciter la Colombie et les autres membres du groupe de Contadora qui ont fait preuve d'initiative et de courage en s'attaquant à une situation complexe et éventuellement explosive. Vos collègues et vous-même êtes réalistes. Vous reconnaissez que vous n'avez pas trouvé de formule magique pour régler les conflits en Amérique centrale, ni de panacée pour

remédier aux causes socio-économiques sous-jacentes d'un si grand nombre de ces problèmes. En revanche, vos réalisations ne se limitent pas aux déclarations de bonnes intentions. Il est déjà remarquable qu'en réunissant tous les pays de l'Amérique centrale pour discuter et convenir d'une série d'objectifs en matière de sécurité socio-politique, vous en soyez arrivés à un consensus qui l'emporte sur un conflit profond et permanent. De cette façon et en sensibilisant la communauté internationale aux dangers qui existent en Amérique centrale, vous avez déjà empêché une conflagration encore plus grande.

J'ai indiqué à l'Assemblée générale des Nations Unies que lorsqu'un consensus politique aura été atteint, le Canada serait disposé à répondre favorablement aux demandes d'aide économique, et peut-être aussi à d'autres formes d'aide. Pour permettre au gouvernement canadien d'examiner efficacement les demandes qui pourront lui être faites, j'ai donné instruction aux représentants canadiens de consulter les trois commissions du Groupe de Contadora qui seront mises sur pied au Venezuela pour passer en revue les besoins économiques et sociaux, ainsi que les exigences de vérification militaire. J'ai également autorisé nos représentants à accepter l'invitation de consulter le Comité d'action pour le développement socio-économique de l'Amérique centrale (CADESCA), qui a été créé à Mexico en vue d'évaluer les besoins économiques de la région et de coordonner les activités à cet égard.

Nous avons déjà accepté d'accroître nos engagements à l'endroit de l'Amérique centrale. L'aide canadienne accordée à cette région a triplé au cours de la période allant de 1982 à 1987 pour dépasser les 100 millions de dollars. Le mois dernier, j'ai annoncé qu'une nouvelle composante du programme comporterait une ligne de crédit de 13 millions de dollars destinée à aider le Nicaragua à accroître son cheptel et à acheter des engrais. Ceci s'ajoute à l'important programme que nous avons au Honduras, deuxième pays le plus démuné de l'hémisphère, et à l'aide de plus en plus importante accordée au Costa Rica.

Il est important de reconnaître que l'aide du Canada aux pays de l'Amérique centrale n'a pas pour objet de les pénaliser ou de les récompenser en fonction de leur comportement politique. Pareille politique serait tout à fait contraire à notre objectif qui consiste à aider les pays de la région pour leur permettre de surmonter les problèmes sociaux et économiques qui causent l'injustice sociale, politique et économique.

Toutefois, lorsque les droits de l'homme font systématiquement l'objet de violations révoltantes, il faut savoir réagir. Dans le cas du Salvador et du Guatemala, nous avons suspendu nos relations d'aide bilatérale suite à l'insécurité interne de ces pays et à ses conséquences au niveau du respect des droits de la personne et la difficulté de s'y acquitter de tâches de coopération. Nous avons exprimé clairement notre opinion sur les atteintes portées aux droits de la personne lors des votes pris l'automne dernier aux Nations Unies.

Pour les mêmes raisons, nous avons été les premiers à offrir d'accueillir des réfugiés de cette région. L'an dernier, nous en avons reçu 2 000; cette année, nous porterons ce nombre à 2 500. Le Canada a également mis sur pied un programme spécial à l'intention de prisonniers politiques amnistiés du Salvador. Dans le cadre de ce programme, nous avons accueilli jusqu'ici 400 personnes, y compris les parents proches des prisonniers.

Dans ce même contexte, je me réjouis de l'engagement que l'administration américaine a pris, sur la recommandation de la Commission Kissinger, de chercher à résoudre certains des problèmes fondamentaux de cette région au moyen d'une aide économique. Dans le cas du Salvador, je suis encouragé par les indications selon lesquelles on retiendra la proposition d'assujettir l'aide américaine au respect des droits de la personne. Nous sommes toutefois inquiets de l'importance dévolue à l'aide militaire dans les propositions de M. Kissinger. Conformément à la position adoptée par le Canada contre l'intervention de tierces parties en Amérique centrale et la fourniture d'armements aux factions en présence, nous nous opposons au soutien militaire accordé aux rebelles anti-gouvernementaux du Nicaragua, tout comme nous nous opposons à la promotion et au soutien, par des puissances étrangères, de l'insurrection armée au Salvador et au Guatemala.

Nous ne croyons pas aux solutions militaires en ce qui regarde l'Amérique centrale. Qui plus est, nous sommes convaincus que toute tentative d'imposer une solution militaire minera la stabilité de cette région plutôt qu'elle ne la renforcera. La militarisation engendre la polarisation politique. Qu'elle soit l'oeuvre de la droite ou de la gauche, la militarisation de l'Amérique centrale affaiblit les forces politiques autochtones de tendance modérée qui, tout comme le groupe de Contadora, sont indispensables au succès futur d'une réconciliation nationale dans ces pays.

Aussi indispensable sera l'entière collaboration des Etats-Unis et de Cuba. En septembre, je me suis réjoui de la proposition antérieure de délimitation vérifiable qu'avait présentée le président Reagan. Cette offre avait suscité des réactions positives de la part de Cuba et du Nicaragua - mais personne n'a engagé le dialogue jusqu'à maintenant.

J'ai longuement parlé d'une partie importante du monde que je ne connais pas encore de première main. Je désire combler cette lacune. Je me propose de visiter l'Amérique centrale le plus tôt possible. J'espère apprendre beaucoup lors de cette visite et avoir l'occasion d'exprimer de façon plus directe l'appui du Canada à l'initiative de paix de Contadora.

Monsieur Lloreda, nous avons déjà eu des discussions constructives, et je compte bien que nos entretiens continueront de se développer.

Je demande maintenant à nos invités de se joindre à moi pour porter un toast - et je ne suis pas sûr s'il serait mieux approprié ici de lever notre tasse de café plutôt que notre verre de vin - en l'honneur de Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la Colombie.